



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE LA SUPERVISION DES SYSTÈMES
FINANCIERS DÉCENTRALISÉS



DONNÉES CONSOLIDÉES 2016

Adresse

Rocade Fann Bel Air, Cerf Volant
BP 6350 - Dakar - Etoile

Tél : +221 33 824 08 83
Email: drssf@minfinances.sn
Web : drs-sfd.gouv.sn

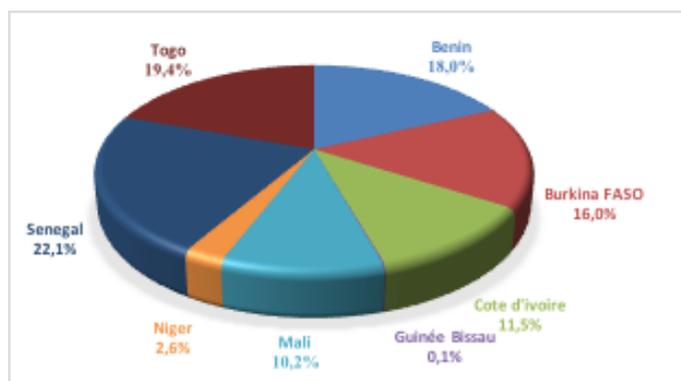
I- CHIFFRES CLES

Situation de la microfinance dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine

La situation des SFD dans la sous-région est marquée par l'accroissement du nombre d'institutions agréées en 2016. Ce nombre progresse de 3% pour atteindre 702 SFD. La population bénéficiaire a connu une hausse de 8% pour se situer à plus de 10 millions, avec un taux de pénétration sur la population totale de 9%. Cette hausse est portée par l'accroissement du sociétariat en Côte d'Ivoire (+20%), au Togo (+18%) et au Burkina Faso (+13%).

S'agissant de la contribution des pays, il est constaté que le Sénégal domine, en concentrant 22,1% des membres ou clients de l'union.

Figure 1: Répartition du sociétariat dans la zone UEMOA

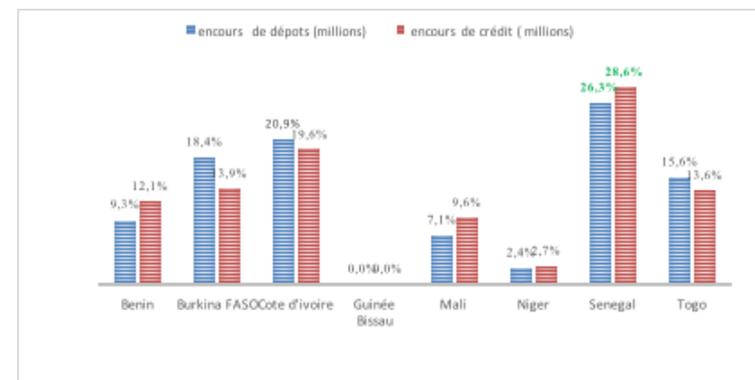


Source : BCEAO

Pour les indicateurs d'activité, il convient de noter que les encours de crédit et de dépôts ont cru respectivement de 11% et 8% par rapport à 2015. Ce qui traduit le dynamisme de la microfinance pour faciliter l'accès au crédit à la population de l'union

Ce dynamisme est porté par le Sénégal pour lequel, il est observé des parts respectives de 28,6% et 26,3% pour les encours de crédit et de dépôt sur les totaux enregistrés au sein de l'union.

Figure 2: Encours de crédit et d'épargne des Etats membres de l'UEMOA en 2016



Source : BCEAO

Au Sénégal, il est noté, à travers l'analyse des chiffres clés, des évolutions positives pour l'ensemble des indicateurs d'activités, notamment le sociétariat ou la clientèle, l'épargne et le crédit. Toutefois, il faut souligner une détérioration du niveau d'encaisse pour la deuxième année consécutive avec une baisse de 7,5 % en 2016.

Tableau 1: Chiffres clés du secteur

	2014	2015	2016	Evol 15/16
Sociétariat	2 230 484	2 454 701	2 567 879	4,6%
En millions de francs CFA				
Encours de crédit	268 985	294 153	329 198	11,9%
Encours d'Épargne	225 197	254 173	284 429	11,9%
Emprunts des SFD	53 578	56 290	64 393	14,4%
Fonds propres des SFD	94 288	93 957	102 146	8,7%
Encaisse	11 195	10 730	9 929	-7,5%
Dépôts auprès des Institutions Financières	55 680	67 288	77 372	15,0%
Immobilisations (brut)	65 192	76 541	78 944	3,1%
Total Actif (net)	395 301	427 929	470 292	9,9%
Résultat	-1 351	94	5 268	5501,9%

I-1 Evolution de l'effectif des SFD et du nombre de points de services

Le nombre d'agréments enregistrés dans le registre des SFD est de 387 en 2016 ayant enregistré l'arrivée d'une nouvelle institution. Selon le décompte communautaire, le nombre de SFD passe de 210 en 2015 à 211 en 2016.

Tableau 2: Évolution du nombre des SFD

	2014	2015	2016	Evol 15/16
Total des SFD	209	210	211	0,5%
Nombre de sociétés commerciales	6	6	7	16,7%
Association	1	1	1	
Nombre de coopératives et de mutuelles (b=b1+b2+b3+b4)	203	203	203	
<i>Confédérations (b1)</i>	1	1	1	
<i>Fédérations (b2)</i>	1	1	1	
<i>Unions (b3)</i>	8	8	8	
<i>Caisses unitaires non affiliées à une faitière (b4)</i>	193	193	193	

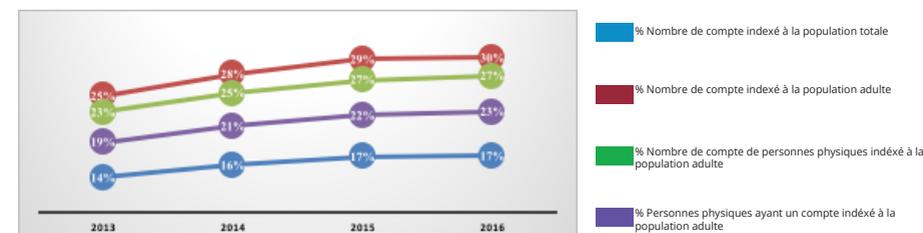
Dans le cadre de leur exercice, les SFD ont utilisé un réseau de **610** agences ou guichets portant le nombre de points de services à **874** fonctionnels, soient une diminution de 16 agences ou guichets et de 28 points de services par rapport à l'année 2015. Cette baisse fait suite à la hausse du nombre d'institutions, en cessation d'activité et en difficulté combinée au souci de rationalisation des charges supportées par les SFD.

I-2 Pénétration du secteur de la microfinance

Le sociétariat ou la clientèle des SFD a évolué de +4,6% en 2016, arrivant à 2 567 879. Cette évolution est portée par les femmes dont le nombre d'accès, parmi les personnes physiques, a connu une hausse de 5,3% contre 4,6% pour les hommes. S'agissant de la composition des bénéficiaires de compte au sein des SFD, il est noté une prépondérance des personnes physiques - soit une part égale à 92% - dominée par les hommes à hauteur de 57% en 2016.

Toutefois, au sein des personnes morales, majoritairement, composées de groupements de personnes physiques, il convient d'indiquer la supériorité numérique des femmes représentant 77% du nombre d'individus composant ces dits groupements.

Figure 3: Evolution du taux de pénétration du secteur de la microfinance



Au titre de la pénétration du secteur, le taux appréhendé par le ratio entre le nombre de comptes auprès des SFD et la population totale est ressorti à **17,2 %**, soit **0,1 point** de pourcentage de plus par rapport à l'année 2015.

Par ailleurs, tenant compte du calcul retenu au niveau international, le taux d'accès est estimé à **23 %** en 2016, soit **1 point** de pourcentage comparé à 2015.

Ce taux d'adhésion de la population aux SFD – relativement élevé en comparaison aux banques (moins de 8%) – indique le rôle prépondérant de la microfinance dans l'atteinte des objectifs d'inclusion financière.

I-3 Gouvernance des SFD

La gouvernance des SFD est un indicateur important qui impacte les performances du secteur. Elle est composée essentiellement par les organes de décision et le personnel technique. En 2016, le secteur de la microfinance a employé 4 857 personnes contre 4 139 l'année précédente, soit une hausse de 17%. Cette hausse reflète une politique de recrutement de personnel technique et d'appui afin d'accroître la productivité des SFD. Au même moment, il est constaté une diminution du nombre de dirigeants bénévoles dans le secteur.

Pour la rémunération du personnel technique, les SFD ont dépensé 24,4 milliards en 2016 contre 22,8 milliards un an auparavant.

Tableau 3: Évolution du nombre d'employés et des membres d'organes des SFD

Indicateurs	2013	2014	2015	2016	Evol 15/16
Effectif total des employés	3 814	4 101	4 139	4 857	17%
Dirigeants (Directeurs, Gérants...)	503	513	517	430	-17%
Autres personnels techniques	3 311	3 588	3 622	4 427	22%
Nombre total des membres d'organes	4 622	4 424	4 082	3 627	-11%
Conseil d'administration ou de l'organe équivalent	1 989	1 878	1 793	1 577	-12%
Conseil de surveillance	1 061	1 135	1 041	918	-12%
Comité de crédit	1 238	1 168	1 095	940	-14%
Autres comités créés par le SFD	334	243	153	192	25%

II- ANALYSE DES INDICATEURS DU BILAN DES SFD

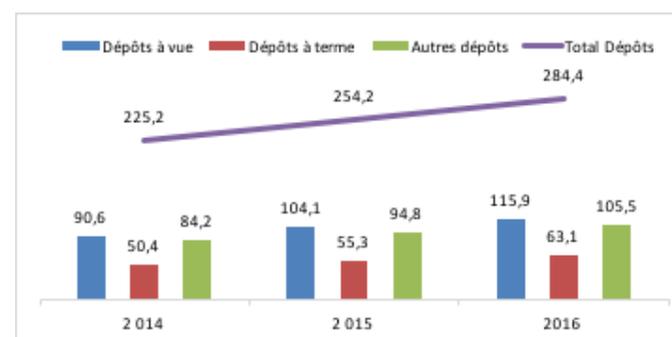
II-1 Dépôts

En 2016, l'encours d'épargne des SFD a atteint un montant de 284,4 milliards, soit une évolution positive de +11,9% par rapport à 2015. Il est constitué de 41% de dépôts à vue, de 22% de dépôts à terme et 37% des autres dépôts .

Selon le type de déposants, les personnes physiques ont contribué pour un montant de 236,8 milliards en 2016 contre 212,8 milliards en 2015.

L'encours total des dépôts a représenté, en 2016, 3,2% du Produit Intérieur Brut (Pib)) et 8% des dépôts bancaires. Quant aux dépôts à terme, assimilables à l'épargne des ménages, ils représentent environ 0,7% du PIB.

Figure 4: Evolution de l'encours d'épargne en milliards de FCFA



II-2 Emprunts

Les emprunts sont passés de 56,3 milliards en 2015 à 64,3 milliards à 2016, soit une augmentation de 14,4 % en valeur relative sur la période. Les emprunts à moyen et long terme représentent 98,4% du montant total et ont cru de 15,9 % entre 2015 et 2016, contrairement aux emprunts à court terme qui ont baissé sur la même période (-38,3%).

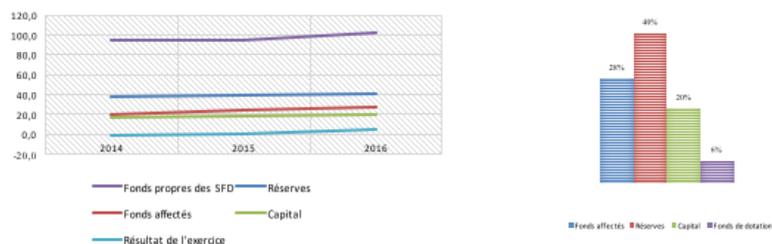
Figure 5: Evolution des emprunts des SFD en milliards FCFA



II-3 Fonds Propres

Les fonds propres du secteur ont connu une hausse de 8,7 % en 2016, passant de 94 milliards à 102 milliards. Cette embellie des fonds propres s'explique par la forte évolution du résultat des SFD qui s'est établi à 5,2 milliards en 2016, après un déficit de 3,4 milliards en 2014 et 0,2 milliard en 2015.

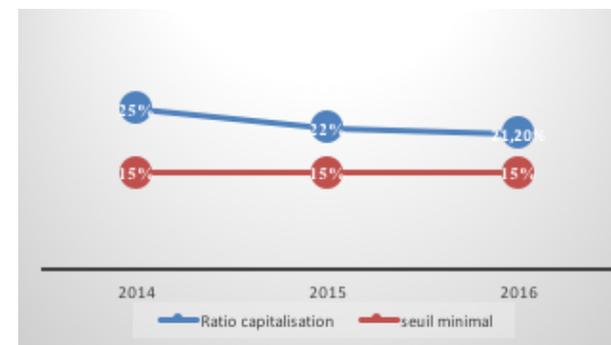
Figure 6: Evolution des fonds propres et poids de ses principales composantes



Les fonds propres sont, majoritairement, composés de réserves (40%), de fonds affectés (28%) et du capital (20%) des SFD.

En conséquence, le ratio de capitalisation a connu une baisse de 1 point de pourcentage en 2016 comparativement à 2015, passant de 22% à 21% pour une norme minimale de 15%.

Figure 7: Evolution de la norme de capitalisation



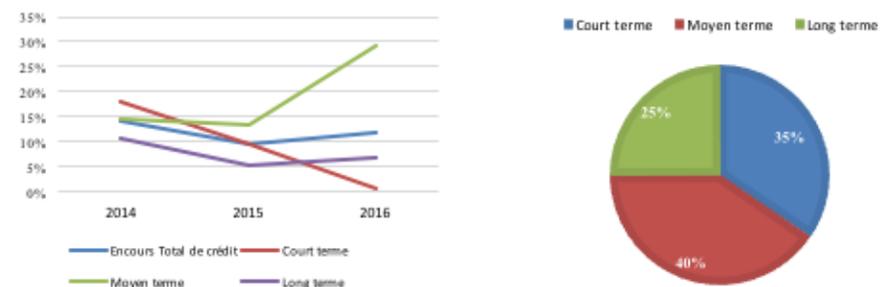
II-4 Crédit

II-4.1 Encours de crédit

Le niveau de financement des membres ou clients des SFD a atteint en 2016 un montant de 329 milliards, soit en valeur relative une hausse de 12% relevant d'une prédominance des crédits à moyen terme qui ont évolués de 29,3% entre 2015 et 2016. A la même période, les crédits à court et long terme ont évolué respectivement de 0,4% et 6,6%.

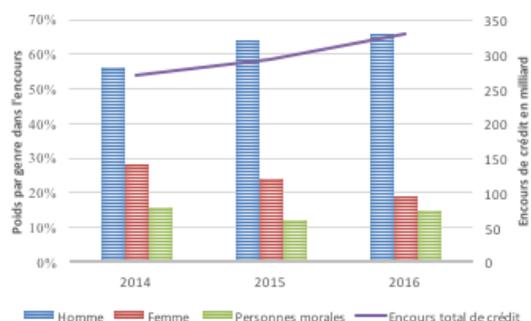
Ainsi, la répartition des crédits affiche une structure de 33% de crédits à court terme, 38% de crédits à moyen terme et 23% de crédits à long terme. Cette répartition montre que le financement court est plus adapté aux besoins des bénéficiaires.

Figure 8: Evolution de l'encours de crédit et répartition selon la durée



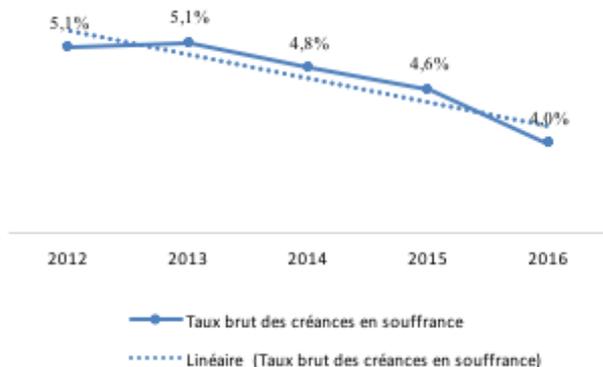
S'agissant des personnes bénéficiaires des financements, il est constaté une prépondérance des crédits octroyés aux personnes physiques qui ont enregistré un encours de 279 milliards, correspondant à une part de 85% de l'encours total en fin 2016.

Figure 9: Evolution de l'encours de crédit et répartition par type de bénéficiaires



Le taux de crédit en souffrance s'est établi en 2016 à 4%, soit une baisse d'un point par rapport à 2015. Comparativement à la norme réglementaire, ce taux demeure au-dessus du seuil de 3%, imputable à l'absence d'une analyse approfondie de la solvabilité des bénéficiaires et à la léthargie dans le suivi et le recouvrement des crédits.

Figure 10: Evolution du taux brut de créance en souffrance

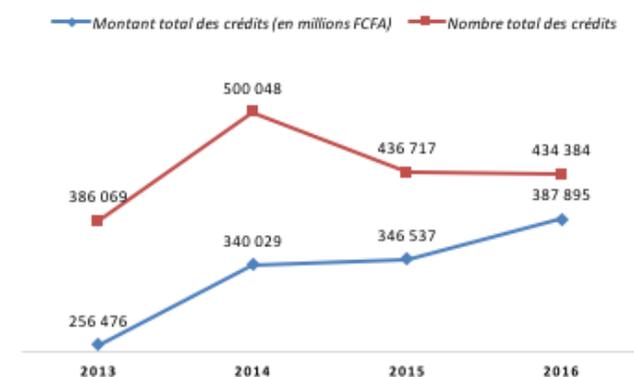


II-4.2 Production annuelle de crédit

Les SFD ont octroyé en 2016 un montant total de 387,8 milliards à leurs membres ou clients, soit une hausse de 11,9% par rapport à l'année 2015. L'analyse du crédit par type de bénéficiaire fait observer une hausse de 15% des montants octroyés aux femmes, soit 3 point de croissance de plus par rapport aux hommes.

Le nombre de personnes financées est de 434 384 bénéficiaires en 2016, correspondant à une baisse de 13%, imputable aux hommes dont le nombre a baissé de 12% en valeur relative.

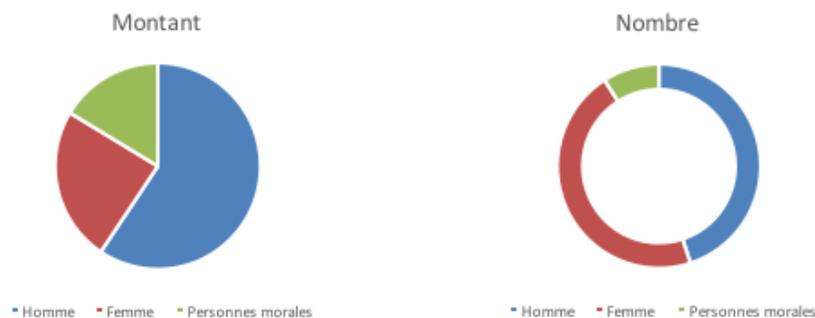
Figure 11: Evolution des crédits accordés au cours de l'année



Quant à la répartition des financements, il ressort une prédominance des hommes, avec 60% du montant global des crédits contre 24% pour les femmes et 16% pour les personnes morales.

Pour le nombre de crédits, il noté une situation inverse, avec les femmes enregistrant une contribution de 36% sur le nombre total et 51% sur les crédits octroyés aux personnes physiques. De plus, le nombre de femmes financées a connu une évolution remarquable (+51%) entre 2015 et 2016, due, principalement, aux initiatives et programmes dédiés pour le développement de leurs activités économiques à petite échelle.

Figure 12: Répartition des crédits accordés par type de bénéficiaire

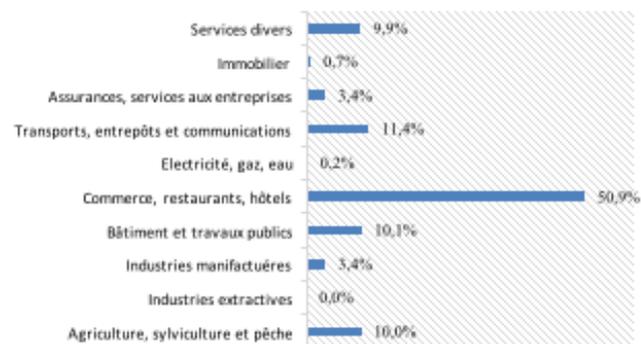


II-4.2.1 Répartition des crédits par secteur d'activités

La répartition des crédits octroyés selon les secteurs d'activités montre une dominance des sous-secteurs « commerce, restaurants, hôtels », « Transports, entrepôts et communications », « Bâtiment et travaux publics » et « Agriculture, sylviculture et pêche » avec des parts respectives de 50,9%, 11,4%, 10,1% et 10,0%.

Cette situation s'explique par le caractère informel de l'économie sénégalaise animée, en partie, par des acteurs à bas revenus constituant principalement les membres et clients des SFD.

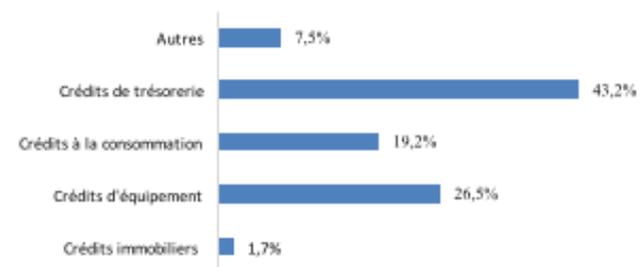
Figure 13: Répartition des prêts accordés selon le secteur d'activités



II-4.2.2 Répartition des crédits selon leur objet

Il ressort de la répartition des crédits selon l'objet que les « crédits de trésorerie » restent le principal objet des financements avec 43% du montant total en 2016 contre 47% en 2015. Le facteur explicatif est le niveau faible des ressources stables des agents économiques pour financer les emplois à terme, ou des difficultés que les ménages rencontrent face à des dépenses imprévues.

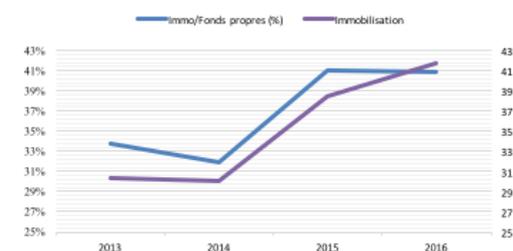
Figure 14: Répartition des prêts accordés selon l'objet



II-5 Immobilisations

Les immobilisations nettes des SFD ont enregistré une hausse de 8% en 2016, s'établissant à 41,7 milliards, après 38,5 milliards en 2015. Ainsi, le rapport entre les immobilisations et le fonds propres est ressorti à 40,8% en 2016 contre 41,0%, se situant largement en deçà de la norme réglementaire (100% au maximum). Ce qui traduit, globalement, la bonne structuration du bilan du secteur de la microfinance, à travers l'acquisition d'immobilisations par ses propres ressources.

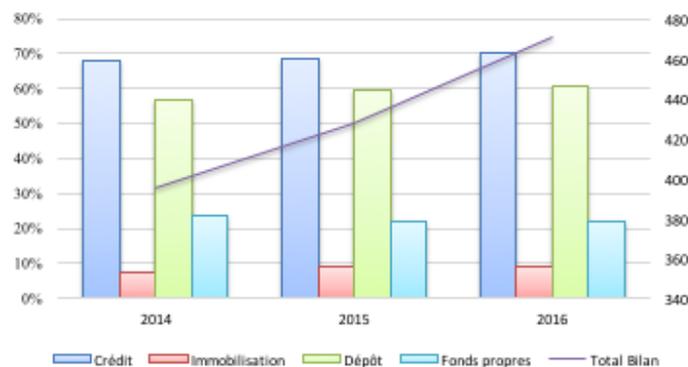
Figure 15: Évolution des immobilisations entre 2013 et 2016 en milliard FCFA



II-6 Total bilan

Le total bilan a connu, en 2016, une hausse de 9,9 % par rapport à 2015, passant de 428 milliards à 470 milliards. Il est principalement composé des crédits et des dépôts qui ont respectivement pesé 70% de l'actif total et 60% du total passif.

Figure 16: Évolution du total bilan en milliard FCFA et répartition suivant ces principales composantes



III- CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE

III-1 Financement de l'économie

En 2016, l'encours des crédits des SFD a représenté 10,1% des créances à l'économie, connaissant ainsi, un gain de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2015. Le taux de financement des SFD à l'économie a progressé de 2,1% pour se situer à 3,8% du PIB en 2016. En comparaison au secteur bancaire, il est ressorti un rythme de progression, du taux financement, plus important au niveau des SFD que celui enregistré par les banques (+1,5%). Ce qui traduit l'effort continu du secteur de la microfinance dans le financement de l'économie.

Tableau 4: Évolution du taux de financement de l'économie par les SFD

Indicateurs clés	2013	2014	2015	2016
Taux de financement de l'économie par les SFD				
<i>Encours de crédit / PIB</i>	3,2%	3,5%	3,7%	3,8%
<i>Encours de crédit / Créances de l'économie</i>	9,5%	9,7%	9,9%	10,1%
Taux de financement bancaire				
<i>Créances banques / PIB</i>	35,4%	36,5%	36,6%	37,2%
Taux de dépôts auprès des SFD				
<i>Encours d'épargne / PIB</i>	2,7%	3,0%	3,2%	3,3%
Poids des dépôts des SFD sur les dépôts des banques				
<i>Ratio de l'encours des dépôts des SFD sur le total des dépôts des banques</i>	7,9%	8,1%	8,1%	8,3%

III-2 La valeur ajoutée des SFD et sa contribution au PIB

La valeur ajoutée des SFD s'est établie à 37,3 milliards en 2016, soit une hausse de 13,8% par rapport à l'année 2015. Cette bonne performance est favorisée par l'attraction du secteur à travers l'utilisation de plus en plus accru des services offerts par les SFD et la bonne maîtrise des charges. En effet, les intérêts nets perçus dans l'activité d'épargne et de crédit ont cru de 12,5% en s'établissant à 39,6 milliards en 2016.

Quant aux revenus générés par les prestations de services offertes – frais de tenue de compte, commissions, droits d'adhésion, etc. – il est noté une hausse de 3,8% entre 2015 et 2016. S'agissant des dépenses de fonctionnement, il est apparu un fléchissement traduit par une évolution de +2,8% en 2016, après +11,8% en 2015.

Figure 17: Évolution de la valeur ajoutée des SFD et sa contribution au PIB

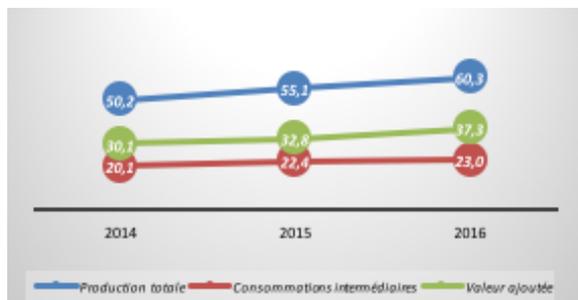


Tableau 5: Contribution des SFD à la création de richesse

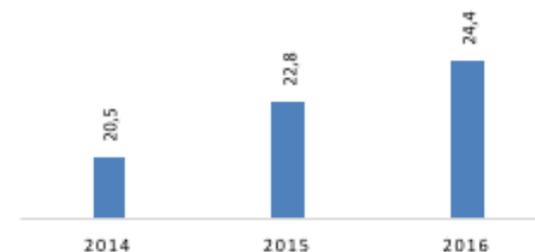
	2014	2015	2016
Contribution au PIB <i>Valeur ajoutée SFD / PIB</i>	0,4%	0,4%	0,4%
Poids des SFD dans le secteur financier <i>Valeur ajoutée des SFD / Valeur ajoutée Secteur Financier</i>	11,4%	11,3%	11,7%

III-3 Salaires versés par les SFD

L'année 2016 est marquée par une hausse de 17% du nombre d'employés des SFD par rapport à 2015, favorisée, en partie, par l'accroissement du personnel technique (+22%) en vue de répondre au besoin de renforcement de l'activité.

La rémunération de ces employés a été de 24,4 milliards, soit une hausse de 7% par rapport à l'année 2015. Toutefois, cette hausse de la masse salariale a été amoindrie par la réduction du personnel dirigeant (-17%) qui est généralement bien rémunéré.

Figure 18: Évolution des salaires versés par les SFD en milliard FCFA

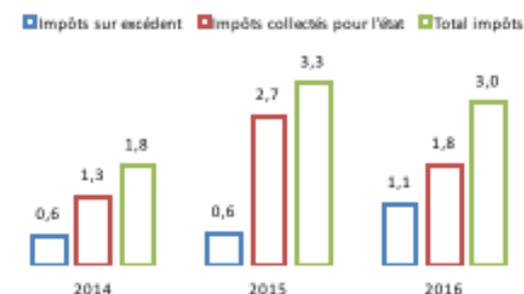


III-4 Impôts versés par les SFD

La hausse des principaux agrégats économiques en 2016, s'accompagne d'une baisse drastique de 32% des impôts et taxes collectés par l'Etat auprès des SFD. En valeur absolue, cette baisse s'élève à 888 millions, résultant de la renonciation par l'Etat de certaines taxes conformément aux dispositions de la loi 2015-06, portant modification du code général des impôts. Celles-ci sont relatives aux exonérations sur les taxes indirectes, notamment la TVA sur une partie des achats des SFD.

Les impôts sur le bénéfice, du fait des sociétés commerciales, sont ressortis à 1,1 milliard en 2016, après une forte hausse de 83,3% par rapport à 2015. Ce qui s'explique par le développement fulgurant des sociétés commerciales qui se sont résolument lancées à l'assaut du secteur avec l'introduction de produits adaptés et une bonne couverture du territoire.

Figure 19: Évolution des impôts et des taxes des SFD de 2014 à 2016 en milliard de FCFA



*En 2015, il a été noté une hausse substantielle des taxes collectées pour l'état, due à un redressement fiscal subi par les SFD.

La contribution des SFD sur les recettes fiscales globales (1721 milliards en 2016) est très faible. Ce qui prouve la volonté politique de l'Etat à promouvoir et à soutenir le secteur de la microfinance comme vecteur d'inclusion financière et de lutte contre la pauvreté.

IV- ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

IV-1 Charges

En 2016, les charges totales se situent à 95,6 milliards - dont l'excédent d'un montant de 5,3 milliards - soit une baisse de 7% par rapport à 2015 malgré l'augmentation des frais de personnel assujettis à un recrutement d'agents techniques. Il est aussi noté une baisse des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables. Ces charges sont composées, essentiellement, des « frais de personnel » (25,2%), des « dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables » (22,6%), et des « autres charges externes et charges diverses d'exploitation » (19,1%).

Tableau 6 : Évolution et répartition des charges

Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
TOTAL CHARGES	102 741	95 581	100,0%
CHARGES SUR OPERATION AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	4 506	6 591	6,9%
CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	4 181	3 728	3,9%
CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	308	273	0,3%
CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3	28	0,0%
CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILES	4	2	0,0%
CHARGES SUR EMPRUNTS ET TITRE EMIS SUBORDONNÉES	72	207	0,2%
CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	8	0,0%
CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	5	3	0,0%
CHARGES SUR PRESTATION DE SERVICES FINANCIERS	107	114	0,1%
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE	63	21	0,0%
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	61	111	0,1%
FRAIS DE PERSONNEL	22 780	24 133	25,2%
IMPÔTS ET TAXES	2 737	1 849	1,9%
AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLORATION	18 951	18 256	19,1%
DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	0	417	0,4%
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	6 310	5 185	5,4%
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	34 484	21 572	22,6%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 641	4 315	5,5%

Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
TOTAL CHARGES	102 741	95 581	100,0%
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3 809	2 375	2,5%
IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	596	1 125	1,2%
EXCEDENT	122	5 268	5,5%

IV-2 Produits

L'analyse de l'évolution et de la répartition des produits des SFD pour 2016 montre que les « produits sur opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients » sont passés de 59,3 milliards en 2015 à 64,3 milliards en 2016. Ce poste représente 67,3% du total des produits des SFD.

En deuxième position, arrivent les « reprises de provisions et récupérations sur créances amorties » (20,4%) qui ont enregistré une baisse de 35% en s'établissant à 19,5 milliards.

Les « produits sur exercice antérieurs », 3ème grande composante des produits (3,1%), ont encore diminué entre 2015 et 2016, passant de 4,3 milliards à 2,9 milliards.

Tableau 7 : Évolution et répartition des produits

Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
TOTAL PRODUITS	102 741	95 581	100,0%
PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 195	3 009	3,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	59 351	64 347	67,3%
PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	322	375	0,4%
PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	158	115	0,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILES	55	62	0,1%
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	0	0	0,0%
PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	48	260	0,3%
PRODUITS SUR PRESTATION DE SERVICES FINANCIERS	51	48	0,1%
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE	849	184	0,2%
VENTES	190	226	0,2%

Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
TOTAL PRODUITS	102 741	95 581	100,0%
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	762	2 121	2,2%
PRODUCTION IMMOBILISEE	0	0	0,0%
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	314	107	0,1%
REPRISES DE FONDOS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	49	0	0,0%
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	893	1	0,0%
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	30 861	19 517	20,4%
PRODUITS EXEPTIONNELS	2 262	2 242	2,3%
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 382	2 965	3,1%
DEFICIT	0	0	0,0%

IV-3 Analyse des provisions

Le tableau ci-dessous fait ressortir une prépondérance des provisions sur créances en souffrance avec des poids respectifs de 71% et 72% pour les dotations et les reprises.

Pour les autres composantes, il est noté une part élevée (33%) des dotations pour dépréciation d'autres éléments d'actifs et une contribution de 18% en reprise. Les provisions pour risques et charges pèsent, également 33% en reprise contre 14% pour les dotations.

Tableau 8 : Dotations et reprises des provisions

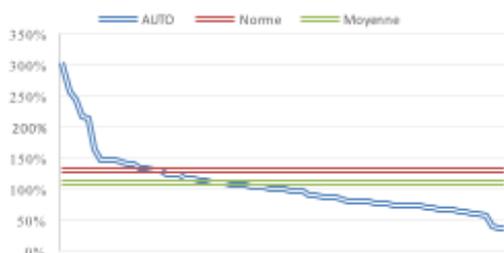
Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES			
TOTAL	34 484	21 572	100%
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	13 146	15 399	71%
Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	11 470	15	0%
Dotations aux provisions pour risques et charges	4 898	894	4%
Dotations aux provisions réglementées	1	3	0%
Pertes sur créances irrécouvrable	4 550	5 164	24%
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	149	97	0%

Montant en millions F CFA	2015	2016	Parts (%)
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
TOTAL	30 861	19 517	71%
<i>Reprises de provisions sur créances en souffrance</i>	13 691	14 104	1%
<i>Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif</i>	5 418	212	1%
<i>Reprises de provisions pour risques et charges</i>	10 230	3 740	19%
<i>Reprises de provisions réglementées</i>	0	0	0%
<i>Récupération sur créances amortie</i>	1 521	1 462	7%

IV-4 Résultats des SFD

L'exercice 2016 a affiché un résultat positif de 5,3 milliards contre 95 millions en 2015. Cette forte hausse est essentiellement due à une forte baisse de 38% « des dotations aux provisions et pertes sur créances », accompagné d'un allègement fiscal pour les SFD.

Figure 20: Taux d'autosuffisance opérationnelle



Par ailleurs, une analyse selon les paires laisse apparaître une meilleure couverture pour les Sfd de grande taille (110,7%) et pour les sociétés commerciales (115,2%).

Figure 21: Distribution autosuffisance opérationnelle selon les paires

	2015	2016
CLASSES		
<i>Moins de 50 Millions</i>	73,7%	94,0%
<i>Entre 100 et 50 millions</i>	79,8%	86,3%
<i>Entre 500 et 100 millions</i>	87,3%	91,8%
<i>Entre 2Milliards et 500Millions</i>	88,1%	82,9%
<i>Art.44</i>	102,1%	110,7%
ENSEMBLE	101,2%	109,2%
TYPE DE REGROUPEMENT		
<i>RESEAU</i>	100,6%	108,5%
<i>NON AFFILIE</i>	92,7%	100,5%
ENSEMBLE	101,2%	109,2%
FORME		
<i>IMCEC</i>	100,0%	107,8%
<i>SOCIETE COMMERCIALE</i>	107,7%	115,2%
ENSEMBLE	101,2%	109,2%

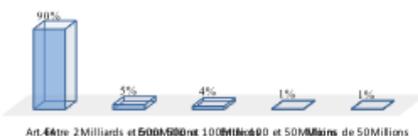
V- ANALYSE PAR GROUPES DE PAIRS DES INDICATEURS CLES

V-1 En fonction de la taille du SFD⁵

En 2016, le sociétariat des SFD visés à l'article 44 de la loi 2008-47 ont représenté 90% du total du secteur de la microfinance.

Figure 23: Membres ou clients selon la taille en 2016

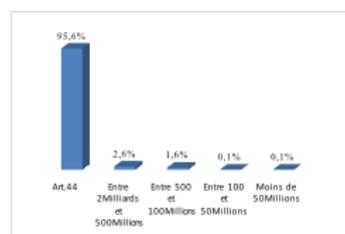
Art.44	2391
Entre 500 Millions et 2 Milliards	137 274
Entre 100 et 500 Millions	92 954
Entre 50 et 100 Millions	18 190
Moins de 50 Millions	17 385



En 2016, les SFD de l'article 44 ont enregistré un encours de crédit de 316,29 milliards représentant 96% du total du secteur de la microfinance.

Figure 24: Encours de crédit selon la taille en 2016

Art.44	316 297 033 065
Entre 500 Millions et 2 Milliards	8 468 566 123
Entre 100 et 500 Millions	5 278 396 517
Entre 50 et 100 Millions	484 173 622
Moins de 50 Millions	294 595 425



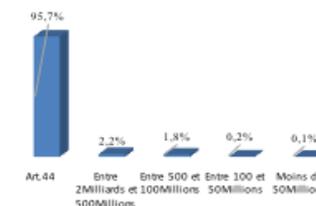
5

Art.44	Encours de crédit ou d'épargne supérieur à 2 milliards
Entre 500 Millions et 2 Milliards	Encours de crédit ou d'épargne entre 500 millions et 2 milliards
Entre 100 et 500 Millions	Encours de crédit ou d'épargne entre 100 et 500 millions
Entre 50 et 100 Millions	Encours de crédit ou d'épargne entre 50 et 100 millions
Moins de 50 Millions	Encours de crédit ou d'épargne inférieur à 50 millions

L'encours des dépôts des SFD de l'article 44 est ressorti 273,4 milliards en 2016, soit 96% des dépôts enregistrés par le secteur.

Figure 25: Encours de dépôt selon la taille en 2016

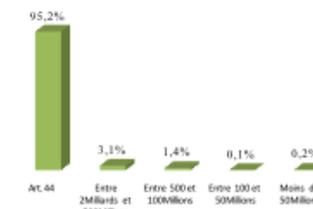
Art.44	273 394 862 177
Entre 500 Millions et 2 Milliards	6 413 901 242
Entre 100 et 500 Millions	5 135 639 579
Entre 50 et 100 Millions	501 782 433
Moins de 50 Millions	290 610 692



Les fonds propres du secteur sont majoritairement (95%) composés de ceux des SFD de l'article 44 qui sont ressortis à 97,8 milliards en 2016.

Figure 26: Fonds propres selon la taille en 2016

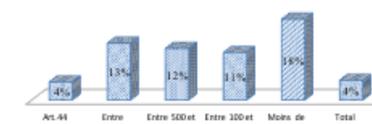
Art.44	97 844 776 241
Entre 500 Millions et 2 Milliards	3 140 166 533
Entre 100 et 500 Millions	1 469 584 116
Entre 50 et 100 Millions	108 889 727
Moins de 50 Millions	200 738 617



La figure ci-dessous montre que les SFD de petites tailles enregistrent les taux de crédit en souffrance les plus élevés se situant largement au-dessus de la norme et des taux du secteur (4%) et des SFD visés à l'article 44 (4%).

Figure 27: Taux des créances en souffrance selon la taille en 2016

Art.44	12 859 522 988
Entre 500 Millions et 2 Milliards	1 085 235 675
Entre 100 et 500 Millions	613 287 685
Entre 50 et 100 Millions	51 866 074
Moins de 50 Millions	53 681 882
Total Secteur	14 663 594 304



L'analyse du résultat des SFD par taille indique un excédent pour les SFD visés à l'article 44 et des déficits pour les autres groupes de pair.

Tableau 9 : Résultat des SFD par groupe de pair

Art.44	5 475 819 011
Entre 500 Millions et 2 Milliards	- 195 436 298
Entre 100 et 500 Millions	- 46 304 550
Entre 50 et 100 Millions	- 25 965 198
Moins de 50 Millions	- 8 054 304
Total Général	5 200 058 663

V-2 Enfonction de la forme juridique

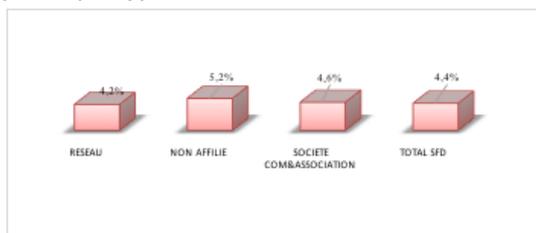
Le seuillage des SFD par type de regroupement nous informe que les réseaux détiennent 65% de l'encours de crédit, 76% des dépôts, 79% du sociétariat et 76% des fonds propres.

Tableau 10 : Principaux indicateurs selon le type de SFD en 2016

	Sociétariat	Encours de crédit	Encours d'épargne	Fonds propre	Résultat
NON AFFILIÉS	206 383	29 338 550 949	21 244 729 446	8 829 884 355	348 208 751
RESEaux	2 030 794	213 417 049 528	216 270 025 349	77 715 865 871	3 478 194 748
SOCIETES COMM & ASSOCIATION	348 416	88 067 164 275	48 222 041 328	16 758 405 008	1 373 655 164

Figure 29: Taux de créances en souffrance par type de SFD en 2016

NON AFFILIÉS	1 539 444 913
RESEaux	9 068 649 087
SOCIETES COMM & ASSOCIATION	4 055 500 304
TOTAL SFD	14 663 594 304



VI- ANNEXES

Annexe 1: Principaux indicateurs du secteur de la microfinance

Indicateurs	2014	2015	2016	Evol% 2015/2016
Sociétariat	2 454 701	2 454 701	2 550 652	3,9%
Homme	1 280 200	1 280 200	1 339 639	4,6%
Femme	957 728	957 728	1 008 934	5,3%
Personnes morales	216 773	216 773	202 079	-6,8%
Encours de crédit	268 985 049 263	294 153 108 273	329 197 660 121	11,9%
Court terme	98 773 039 212	108 197 890 481	108 664 926 879	0,4%
Moyen terme	86 970 528 537	98 510 729 927	127 393 561 589	29,3%
Long terme Crédits	70 201 844 729	73 892 577 369	78 760 827 629	6,6%
Crédits en souffrances	13 039 636 786	13 551 910 496	14 378 344 024	6,1%
Encours d'épargne	225 196 841 827	254 172 606 027	284 429 071 539	11,9%
Dépôts à vue	90 627 041 466	104 111 770 397	115 872 331 143	11,3%
Dépôts à terme	50 356 588 332	55 284 603 365	63 055 427 899	14,1%
Autres dépôts	84 213 212 030	94 776 232 265	105 501 312 497	11,3%
Emprunts des SFD	53 752 415 652	56 290 021 602	64 392 735 938	14,4%
Court terme	1 956 941 686	1 610 754 524	993 213 134	-38,3%
Moyen et long terme	51 795 473 966	54 679 267 077	63 399 522 804	15,9%
Ressources affectées	2 978 862 667	4 010 507 202	2 284 511 072	-43,0%
Fonds propres des SFD	94 288 227 738	93 956 833 067	102 145 783 686	8,7%
Encaisse	11 194 625 838	10 729 808 204	9 928 945 114	-7,5%
Dépôts auprès des institutions Financières	55 679 689 901	67 287 862 798	77 372 355 035	15,0%
Immobilisations (net)	30 043 345 047	38 534 527 897	41 723 516 240	8,3%
Immobilisations (brut)	65 191 763 992	76 540 976 673	78 943 569 108	3,1%
Résultat	-1 350 593 888	94 036 406	5 267 830 746	5501,9%
Total Actif (brut)	438 611 537 271	481 513 203 598	528 144 714 912	9,7%
Total Actif (net)	395 301 345 206	427 929 270 355	470 291 802 428	9,9%

Annexe 2: Données désagrégées par genre de quelques indicateurs

Indicateurs	2014		2015		2016	
Sociétariat	2 230 484	100%	2 454 701	100%	2 567 879	100%
Homme	1 175 536	53%	1 280 200	52%	1 339 639	52%
Femme	859 223	39%	957 728	39%	1 008 934	39%
Personnes morales	195 725	9%	216 773	9%	219 306	9%
Nombre de prêts accordés	500 048	100%	436 717	100%	434 384	100%
Homme	222 755	45%	196 858	45%	195 497	45%
Femme	233 301	47%	206 392	47%	199 774	46%
Personnes morales	43 992	9%	33 467	8%	39 113	9%
Nombre de crédit en cours	660 678	100%	557 592	100%	531 092	100%
Homme	355 451	54%	238 303	43%	229 517	43%
Femme	214 567	32%	207 851	37%	197 041	37%
Personnes morales	90 661	14%	111 438	20%	104 533	20%
Nombre total des prêts accordés	340 029 145 449	100%	346 537 141 763	100%	387 895 242 669	100%
Homme	218 548 552 995	64%	208 790 542 613	60%	230 360 324 520	59%
Femme	85 387 471 071	25%	81 842 903 276	24%	94 076 240 498	24%
Personnes morales	36 093 121 383	11%	55 903 695 873	16%	63 458 677 651	16%
Encours total de crédit	268 985 049 263	100%	294 071 649 155	100%	329 197 660 121	100%
Homme	151 251 114 007	56%	186 141 923 480	63%	218 053 180 182	66%
Femme	74 130 257 634	28%	68 274 393 939	23%	61 143 946 784	19%
Personnes morales	43 603 677 622	16%	39 655 331 736	13%	50 000 533 155	15%
Nombre total de déposants	1 764 556	100%	1 838 454	100%	1 873 740	100%
Homme	916 511	52%	938 968	51%	955 967	51%
Femme	700 716	40%	742 060	40%	752 580	40%
Personnes morales	147 329	8%	157 425	9%	165 193	9%
Épargne collectée au cours de l'année	225 196 841 827	100%	254 172 606 027	100%	284 429 071 539	100%
Homme	122 258 021 876	54%	142 026 254 141	56%	155 257 461 865	55%
Femme	46 451 790 179	21%	70 783 910 205	28%	81 568 757 259	29%
Personnes morales	56 487 029 772	25%	41 362 441 681	16%	47 602 852 415	17%
Effectif total des employés	4 101	100%	4 139	100%	4 857	100%
Dirigeants	513	13%	517	12%	430	9%
Autres employés	3 588	87%	3 622	88%	4 427	91%

Annexe 3: Agrégats macroéconomique

Indicateurs macroéconomiques (en millions de FCFA)	2014	2015	2016
Intérêts reçus	40 857	43 247	47 928
Intérêts versés	7 884	8 038	8 326
Intérêts nets (SIFIM)	32 972	35 209	39 602
Produit des prestations de services	17 226	19 940	20 696
Production totale	50 198	55 149	60 298
Consommations intermédiaires	20 093	22 360	22 993
Valeur ajoutée	30 105	32 789	37 305
Salaires	20 521	22 780	24 403
Impôts et taxes	1 258	2 737	1 860
EBE	8 326	7 271	11 043
Valeur ajoutée Secteur Financier	264 347	289 930	320 303
Poids sur le Secteur Financier	11%	11%	12%
PIB au prix du marché	7 569 000	8 049 622	8 712 923
Contribution au PIB	0,4%	0,4%	0,4%
Taux de croissance	3,9%	6,5%	6,5%
Contribution à la croissance	0,02%	0,03%	0,03%

Annexe 4: Transferts d'argent (en milliers de francs)

	2014		2015		2016	
Transferts reçus (1)	221 254 470	100%	590 969 065	100%	269 857 831	100%
UEMOA	88 974 963	40%	384 400 335	65%	189 611 248	70%
Autres pays africains	17 820 471	8%	28 498 836	5%	4 757 464	2%
Union Européenne	90 025 974	41%	149 748 435	25%	50 942 663	19%
Etats-Unis	8 171 475	4%	8 149 190	1%	17 809 104	7%
Autres pays	16 261 587	7%	20 172 269	3%	6 737 352	2%

	2014		2015		2016	
Transfert émis (2)	81 870 847	100%	590 969 065	100%	269 857 831	100%
UEMOA	68 822 334	84%	252 160 490	96%	226 600 759	100%
Autres pays africains	3 059 792	4%	2 869 574	1%	229 915	0%
Union Européenne	5 251 585	41%	4 236 914	2%	404 512	0%
Etats-Unis	624 263	1%	440 903	0%	73 493	0%
Autres pays	4 112 873	5%	2 568 671	1%	176 816	0%
Solde des transferts (3)=(1)-(2)	139 383 623		328 692 513		42 373 337	

Annexe 6: Production de crédit selon l'objet et le secteur d'activités

Montant en milliers de FCFA	2014		2015		2016	
OBJETS						
Crédits immobiliers	8 278 958	2,4%	6 499 111	1,9%	7 026 760	1,7%
Crédits d'équipement	85 497 176	25,1%	77 113 382	22,3%	110 346 147	26,5%
Crédits à la consommation	13 897 530	4,1%	64 614 702	18,6%	79 924 425	19,2%
Crédits de trésorerie	194 407 370	57,2%	164 910 395	47,6%	179 459 499	43,2%
Autres	37 948 112	11,2%	33 399 552	9,6%	31 271 125	7,5%
SECTEURS D'ACTIVITÉS						
Agriculture, sylviculture et pêche	39 759 781	11,7%	39 054 935	11,3%	41 610 411	10,0%
Industries extractives	71 04	0,0%	11 688	0,0%	11 115	0,0%
Industries manufacturées	12 271 386	3,6%	12 365 202	3,6%	14 156 744	3,4%
Bâtiment et travaux publics	12 040 087	3,5%	39 876 683	11,5%	41 876 661	10,1%
Commerce, restaurants, hôtels	179 852 075	52,5%	189 609 422	54,7%	211 731 347	50,9%
Electricité, gaz, eau	93 153	0,0%	845 092	0,2%	754 333	0,2%
Transports, entrepôts et communications	41 540 202	12,2%	14 404 054	4,2%	47 404 694	11,4%
Assurances, services aux entreprises	7 059 537	2,1%	10 197 221	2,9%	14 265 460	3,4%
Immobilier	2 064 429	0,6%	2 447 961	0,7%	2 975 833	0,7%
Services divers	45 277 093	13,3%	37 724 884	10,9%	41 082 131	9,9%
TOTAL	340 029 145	100,0%	346 537 142	100,0%	415 868 728	100,0%

Annexe 6: Production de crédit selon l'objet et le secteur d'activités

	2015	2016
<i>Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients</i>	10,6%	10,9%
<i>Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients</i>	15,4%	16,9%
<i>Taux d'intérêt effectif global moyen déclaré</i>	21,8%	21,4%
<i>Taux moyen de remboursement des crédits accordés</i>	81,0%	69,7%
<i>Taux moyen de pertes sur créances irrécouvrables (2% maximum)</i>	2%	2%
<i>Taux moyen de provisionnement (40% minimum)</i>	55%	65%

⁶ Le taux de remboursement des crédits accordés est le rapport entre les échéances remboursées et le montant attendu au cours de l'année

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DE LA
SUPERVISION DES SYSTÈMES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS**

*Rocade Fann Bel Air, Cerf Volant
BP 6350 Dakar Étoile
+221 33 824 08 83
drs-sfd.gouv.sn*

